

Les nouveaux mousquetaires africains



Source [geopragma.fr] La Côte d'Ivoire est sans doute le joyau le plus méconnu d'Afrique. La France y détient des liens indéfectibles avec le peuple ivoirien, même aux moments les plus difficiles qui marquèrent notre Histoire commune depuis l'indépendance de ce pays de cocagne tourné vers le monde.

Félix Houphouët-Boigny avait bouturé un peu de France dans les racines de la jeune République ivoirienne. Les images d'Epinal racontent que ces liens ne seront jamais distendus.

C'est pourtant dans les familles les plus unies que les secrets sont les plus lourds à porter, que les infidélités sont les plus cruelles, les erreurs d'appréciation les plus fréquentes car endormies par une routine calée sur des habitudes de vieux couple.

Le passé récent et ses événements dramatiques liés aux tristes épisodes post-électorales de 2010-2011 en Côte d'Ivoire mirent la France face à ses responsabilités, qui dut épauler les ivoiriens dans un jugement de Salomon qui amena au pouvoir Alassane Ouattara et tous ceux qui crurent en ses promesses de pacification.

Après une présidence marquée par des promesses non tenues, la situation de la Côte d'Ivoire aujourd'hui est celle d'un arbre aux fruits pourris, tant la tension est palpable dans les rues d'Abidjan comme dans les capitales européennes où se réunissent en secret les anciens ennemis d'hier enfin conscients de « l'instant ivoirien » qui doit émerger faute de rechute vers le chaos.

Jouant sur des leviers religieux intégristes jusqu'ici inconnus des ivoiriens, la présidence Ouattara est aussi celle de l'implantation toujours plus forte d'une forme dévoyée de l'islam ouest africain, et donc de tensions religieuses avec lesquelles le pouvoir sait manier le chaud et le froid.

La récente rencontre entre deux éléphants, les anciens présidents Laurent Gbagbo et Henri Konan Bedié à Bruxelles en juillet dernier jeta les bases d'une nouvelle Côte d'Ivoire réconciliée que ces vieux routiers entendent façonner à leur image.

C'est pourtant en deuxième plan de la photo officielle de cette rencontre que se jouera l'avenir du pays, notamment auprès d'une garde de mousquetaires, comme aime à se définir par exemple Noël Akossi Bendjo l'ancien maire du Plateau, le cœur économique d'Abidjan et numéro 3 du parti PDCI, que se noue l'avenir de ce pays dont les élections présidentielles étaient normalement prévues en 2020.

Cet ingénieur de formation fut contraint à l'exil lorsqu'il apprit, alors qu'il avait reçu le prix du meilleur maire d'Afrique, qu'il était condamné par contumace à 20 ans de prison par les caciques du régime ouattarien sans véritable procès. Il aime se proclamer le plus francophile des ivoiriens, et tisse les réseaux des anciens boursiers de sa fondation Benianh, pour préparer son futur gouvernement.

Mais c'est sans compter sur les prétendants de tous bords, notamment Amadou Gon Coulibaly, le dauphin désigné de Ouattara, dont le nom fut glissé à Emmanuel Macron lors des dernières rencontres des deux présidents courant 2019.

L'autre inconnue réside en Guillaume Soro, ancien premier ministre d'Alassane Ouattara connu pour ses coups de force et dont les rumeurs entretenues par des rapports de l'ONU le soupçonnent de détenir des stocks d'armes lourdes et des hommes de mains pour l'épauler. Ces bruits de marigot ne font que renforcer

le climat de peur auprès d'opposants potentiels, bien entendu entretenue par l'intéressé qui, armes ou pas armes, trouve son intérêt dans ce flou.

Les élections seront sans doute repoussées à 2021 au moins, tant la situation est critique sur le plan politique, et dans une moindre mesure sanitaire avec 1170 cas de COVID-19 au 30 avril engendrant une faible mortalité.

C'est dans cette situation explosive que la France ferait bien de s'intéresser de près aux alternatives politiques qui émergent en Côte d'Ivoire, notamment celles liées à la plateforme de transition démocratique qui se met en place à l'initiative d'une union des partis d'opposition au RHDP au pouvoir, dont l'un des premières revendications est de repousser la date des élections présidentielles au motif que la commission électorale en place est totalement inféodée au pouvoir.

En république du Congo (Brazzaville), des élections présidentielles sont prévues en mars 2021. Ce pays de 5 millions d'habitants (2 millions de votants) est dirigé depuis 1979 par l'incontournable Denis Sassou-N'Guesso, avec des mandats entrecoupés. Cet ancien président du parti des travailleurs du Congo est l'un des bras armés et servant de la Chine en Afrique occidentale, tant dans l'opération de concessions minières et pétrolières que dans un soutien sans faille à Pékin dans les différentes instances multilatérales, y compris et surtout sur les sujets qui fâchent (Tibet, Taiwan, Ouïghours...).

Après un très classique bidouillage constitutionnel permettant à DSN d'enfiler les mandats comme l'on enfiler des perles, les ravages du COVID-19 dans l'entourage présidentiel et l'âge du capitaine, remettent en cause les certitudes politiques du marigot congolais. Le soutien sans faille au régime en place par le président François Hollande a permis la divine surprise de voir les opposants Jean-Marie Mokoko et André Okombi Salissa mis bien à l'abris dans une prison de haute sécurité pour « menaces à la sécurité intérieure », ainsi qu'un opportun et massif bombardement en 2016 de populations civiles (plus de trente bombes larguées sur des zones résidentielles selon Human Rights Watch). La France reste bonne mère...

Le très maoïste président N'Guesso, est l'un des plus puissants relais d'une Chine communiste figée dans les années 1960. Il fut même l'initiateur d'un centre culturel sino-congolais situé...sur le plateau tibétain ! La dette du pays envers la seule Chine est pourtant de plus de 80% du PIB, ce qui permet un ancrage encore plus profond de la Chine à Brazzaville qu'une citation du Grand Timonier.

La France et la Chine ont, main dans la main, plaidés pour que le Congo obtienne en juillet 2019 les largesses du FMI pour une extension de facilité de crédit de 450 millions de dollars.

Pour ne pas gâcher une si belle lune de miel franco-sino-congolaise comme la France les aime, c'est-à-dire perdante pour elle et gagnante pour les autres, notre bel ami Denis Sassou-Nguesso est très actif contre les intérêts français en République Centre-Africaine (RCA) puisque selon un rapport d'experts de l'ONU, il arme la rébellion via une usine d'armements issue d'un consortium chinois.

Il n'hésite pas non plus à établir de vrais-faux passeports congolais aux chefs rebelles qui ensanglantent la RCA et mettent en joue nos troupes. C'est le cas d'Abdoulaye Miskine, à la tête d'une bande armée ayant semé la terreur, et qui bénéficie d'un passeport congolais en bonne et due forme, octroyé directement par la présidence de Brazzaville.

Les élections au Congo font bouger les lignes, mais peut-être pas en faveur du pouvoir en place, même si Pékin veille, et l'assourdissant silence de Paris n'aide pas au changement.

Le fils du président, Denis Christel « Kiki » Sassou-Nguesso a siphonné la compagnie pétrolière nationale et subit des accusations internationales étayées d'avoir détourné 50 millions de dollars à son profit. Sa mère étant originaire de RDC, il n'aura pas le soutien tribal et semble disqualifié.

Sur les rangs également, le neveu du président, Wilfrid Nguesso, a été mis en examen dans l'affaire des "biens mal acquis" en France. Il est mis en cause pour blanchiment de détournements de fonds publics.

Le clan Nguesso voit donc apparaître en opposition frontale à ses ouailles une génération spontanée de « bébés-Congo », qui aiment parfois se faire appeler Mousquetaires. Andrea Ngombet est de ceux-ci, du

haut de ses 35 ans et de ses analyses pertinentes sur les causes du désastre. D'autres suivraient son exemple, si leur sécurité et leur légitimité était reconnue par de grandes capitales, dont Paris.

Les enjeux de la France à Brazzaville rejoignent ceux de Moscou, qui fut la victime des malversations du camp Nguesso avec Gunvor, contrôlée en sous-mains par Vladimir Poutine, par la Société Nationale du Pétrole Congolais (SNPC) dans une affaire pétrolière rocambolesque.

Total reste dans le pays mais tente discrètement de se débarrasser de certaines concessions vu les problèmes d'insécurité endémiques liés notamment à la piraterie dans le Golfe de Guinée.

Il est temps de remettre le Congo sur les rails et de favoriser la victoire de cette jeune garde indépendante et pragmatique échaudée par la toute-puissance d'une Chine dominatrice au Congo. Ces jeunes éduqués à Paris comme Andrea Ngombet voient la France comme un partenaire pour régler les problèmes du Congo. La Russie pourrait aussi tirer profit d'un tel changement.

Il apparait donc fondamental à la France de ne pas manquer le vent nouveau qui marque un tournant dans la politique et la société de plusieurs pays d'Afrique francophone, dont les populations rejettent de plus en plus les dérives corruptrices et népotiques, le culte de la personnalité, et le jeu chinois.

Les africains méritent mieux que des présidents par défaut ou des dauphins désignés. La France doit considérer de nouveau ces pays comme des alliés, avec un potentiel géopolitique et symbolique importants tant les germes d'une transition démocratique moderne réussie servira d'exemple aux pays de la région.

Retrouvez l'intégralité du dossier [en cliquant ici](#)